

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2007 — 3699

[C — 2007/29094]

25 MAI 2007. — Décret portant assentiment à l'accord de coopération du 13 décembre 2006 entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune portant sur l'organisation et le financement du stage parental visé à la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge de mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article unique. Il est donné assentiment à l'accord de coopération du 13 décembre 2006 entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune portant sur l'organisation et le financement du stage parental visé à la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge de mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 25 mai 2007.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,
chargée de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,

Mme M. ARENA

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique
et des Relations internationales,

Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget et des Finances,

M. DAERDEN

Le Ministre de la Fonction publique et des Sports,

Cl. EERDEKENS

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse,

Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,

Mme C. FONCK

Notes

(1) *Session 2006-2007* :

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 388-1. — Rapport, n° 388-2.

Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du mardi 22 mai 2007.

Annexe

Accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune portant sur l'organisation et le financement du stage parental fixés dans la loi relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait

Vu les articles 127, § 1^{er}, 2°, 128, § 1^{er}, 130, § 1^{er} et 135 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 5, § 1^{er}, II, 6°, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988, et l'article 92bis, § 1^{er}, inséré par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par les lois spéciales du 16 juillet 1993 et 13 juillet 2001;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, notamment l'article 63;

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, notamment les articles 4, § 2, et 55bis, inséré par la loi du 18 juillet 1990 et modifié par la loi du 5 mai 1993;

Vu la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait, notamment les articles 29bis et 45bis, insérés dans les lois du 15 mai 2006 et 13 juin 2006;

Vu les décrets de la Communauté flamande relatifs à l'assistance spéciale à la jeunesse, coordonnés le 4 avril 1990, modifiés par les décrets des 21 décembre 1990, 19 décembre 1991, 25 juin 1992, 4 mai 1994, 15 juillet 1997 et 7 mai 2004;

Vu le décret de la Communauté française du 4 mars 1991 relatif à l'Aide à la Jeunesse, modifié par les décrets des 16 mars 1998, 6 avril 1998, 30 juin 1998, 5 mai 1999, 29 mars 2001, 31 mars 2004, 12 mai 2004 et 19 mai 2004;

Vu le décret de la Communauté germanophone du 20 mars 1995 relatif à l'Aide à la jeunesse, modifié par les décrets du 4 mars 1996, 20 mai 1997, 23 octobre 2000, 3 février 2003 et du 1 mars 2004;

Considérant qu'une coopération structurelle entre l'Etat fédéral et les communautés est requise pour pouvoir organiser le stage parental;

Entre :

1. l'Etat fédéral, représenté par son Gouvernement en la personne de Laurette Onkelinx, Ministre de la Justice;

2. la Communauté flamande, représentée par son Gouvernement en la personne de Yves Leterme, Ministre-Président, en la personne de Inge Vervotte, Ministre flamande du Bien-être, de la Santé publique et de la Famille et en la personne de Franck Vandenbroucke, Vice-Ministre-Président et Ministre flamand de l'Emploi, de l'Enseignement et de la Formation;

3. la Communauté française, représentée par son Gouvernement en la personne de Marie Arena, Ministre-Présidente et Ministre de l'Enseignement et en la personne de Catherine Fonck, Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé;

4. la Communauté germanophone, représentée par son Gouvernement en la personne de Karl-Heinz Lambertz, Ministre-Président et en la personne de Bemd Gentges, Vice-Ministre-Président, Ministre de la Formation et de l'Emploi, des Affaires sociales et du Tourisme;

5. la Commission communautaire commune, représentée par le Collège réuni en la personne de Charles Picqué, Président du Collège réuni, en la personne de Pascal Smet, le Membre du Collège réuni, chargé de la Politique d'Aide aux Personnes et la Fonction publique et en la personne de Evelyne Huytebroeck, la Membre du Collège réuni chargée de la Politique d'Aide aux Personnes, les Finances, le Budget et les Relations extérieures;

en fonction de leurs compétences respectives, il a été convenu ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition introductive*

Article 1^{er}. Le présent accord de coopération porte sur le stage parental visé aux articles 29bis et 45bis de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait, modifiée par les lois du 15 mai 2006 et 13 juin 2006.

CHAPITRE II. — *Organisation du stage parental*

Art. 2. Le stage parental est organisé exclusivement par les Communautés ou par les services désignés par celles-ci. Chaque Ministre d'une Communauté ou de la Commission communautaire commune qui est compétent pour la protection de la jeunesse communique au Ministre de la Justice quels sont les services qui sont chargés de l'exécution du stage parental.

Les Communautés s'engagent à exécuter les décisions du pouvoir judiciaire concernant le stage parental, si la langue de la procédure correspond à celle de la Communauté concernée.

Toutefois, si la langue de la procédure est différente de celle des parents, les services dépendants de la Communauté dont la langue de référence est celle des parents, ne peuvent refuser l'exécution du stage parental dans cette langue de référence pour le seul motif de la langue de la procédure et ceci pour autant que le parent ait un lien familial, social, culturel ou éducatif avec cette Communauté, et ce dans l'intérêt supérieur du jeune.

Art. 3. Le stage parental a pour finalité d'accroître la prise de conscience des personnes qui exercent l'autorité parentale sur le mineur quant au comportement délinquant de celui-ci, de leur indiquer, en les encadrant, quelles sont leurs obligations en tant que responsables de l'éducation de leurs enfants et de stimuler leur sentiment de responsabilité. Le stage parental doit être dicté par une approche motivante qui évite toute stigmatisation.

Le stage parental comprend une phase individualisée et une phase collective. Le trajet de suivi est élaboré à titre individuel ou collectif.

Chaque dossier de stage parental représente en moyenne 50 heures et comporte au moins une préparation, un contact avec la personne soumise au stage parental et un rapport. Le contact avec la personne soumise au stage parental prend au moins 30 heures.

Outre la mise en œuvre du stage parental, les services développent également une méthodologie et une intervision.

Chaque Ministre d'une Communauté ou de la Commission communautaire commune qui est compétent pour la protection de la jeunesse transmet le programme développé pour le stage parental et chaque modification postérieure de celui-ci au Ministre de la Justice, pour information. Ce programme assure que tous les services donnent un contenu similaire au stage parental. Cela n'empêche cependant pas les Communautés d'utiliser une méthodologie qui leur est propre pour donner un contenu au stage parental. La méthodologie élaborée par chaque Ministre d'une Communauté ou de la Commission communautaire commune qui est compétent pour la protection de la jeunesse, est communiquée au Ministre de la Justice pour information.

Les services organisant le stage accomplissent notamment les tâches suivantes :

- organisation du stage parental. En termes de contenu, celui-ci doit au moins comprendre les aspects suivants :
 - aptitudes pédagogiques et résolution de problèmes;
 - responsabilité en matière d'éducation;
 - responsabilité pénale;
 - responsabilité civile.
- informer les autorités judiciaires compétentes sur le début du stage parental;
- rédaction à la conclusion du stage parental, d'un rapport à l'intention des autorités judiciaires compétentes. Le rapport est discuté avec les parents. Ces derniers sont invités à formuler leurs observations qui sont jointes au rapport.
- rédaction d'un rapport d'activités annuel comprenant un volet spécifiquement consacré aux données quantitatives et qualitatives concernant les stages organisés. Ce rapport d'activités annuel est complété sur base d'un formulaire type élaboré par les Communautés et communiqué aux services organisant le stage parental, en vue d'avoir un enregistrement uniforme des critères de l'évaluation. Ce formulaire type permet que les données communiquées restent anonymes.
- établissement d'une attestation que les parents ont participé au stage. Cette attestation est remise aux parents concernés.

Chaque Ministre d'une Communauté qui est compétent pour la protection de la jeunesse transmet annuellement un rapport d'activités concernant les services qui organisent le stage parental au Ministre de la Justice. Ce rapport comprend un volet spécifiquement consacré aux données quantitatives et qualitatives concernant les stages organisés.

Art. 4. Le stage parental peut être proposé aux parents par le procureur du Roi. Celui-ci peut charger le criminologue du parquet d'orienter les parents vers le service chargé d'exécuter le stage parental.

Si les parents ont suivi un stage parental sur la proposition du procureur du Roi, ledit rapport final sur le stage est communiqué au parquet.

Dans ce cas, le rapport final précise les points suivants :

- les dates et heures des rendez-vous fixés;
- les absences hors cas de force majeure;
- l'arrêt du stage parental par les personnes concernées;
- toute autre information pour autant qu'elle ait recueilli l'accord de toutes les personnes concernées.

Art. 5. Le stage parental peut être imposé aux parents par le tribunal de la jeunesse. Dans ce cas, les services sociaux près le tribunal de la jeunesse en sont informés. Un rapport final est communiqué au tribunal de la jeunesse.

Dans ce cas, le rapport final précise les points suivants :

- les dates et heures des rendez-vous fixés;
- les absences non justifiées;
- l'arrêt du stage parental par les personnes concernées;
- toute autre information pour autant qu'elle ait recueilli l'accord de toutes les personnes concernées.

CHAPITRE III. — *Financement du stage parental*

Art. 6. § 1^{er}. Le Ministre de la Justice s'engage à financer intégralement la réalisation du stage parental.

Ce financement est calculé, pour la période allant de l'entrée en fonction des services organisant le stage parental jusqu'au 31 décembre 2008 sur la base du subventionnement d'un service composé d'un bachelor ETP et d'un master de 0,5 ETP pour 35 dossiers sur base annuelle (80.000 €/an).

Pour cette période la subvention correspond sur base mensuelle aux montants suivants :

Communauté flamande : $(80.000 \times 14) \times 1/12$;

Communauté française : $(80.000 \times 13) \times 1/12$;

Communauté germanophone : $80.000 \times 1/12$.

Les montants mentionnés dans le présent accord de coopération sont indexés chaque année sur la base de l'évolution de l'index santé de l'année précédente selon la formule suivante

$(\text{montant de base} \times \text{nouvel index}) (\dots) / \text{index de base}$

L'index de base est celui qui est en vigueur en décembre 2006.

Le nouvel index est celui qui sera en vigueur à chaque fois au 1^{er} janvier des années suivantes.

Chaque Communauté répartit librement ses services dans les arrondissements, à condition que cette répartition garantisse au citoyen une offre efficace et équivalente ainsi qu'une proximité territoriale suffisante.

Pour Bruxelles, au moins un service francophone et un service néerlandophone sont prévus.

Les Communautés remettront obligatoirement au Ministre de la Justice au plus tard le 1^{er} février 2008 une évaluation du nombre de stages parentaux qui auront été proposés pendant l'année 2007, ainsi que le pourcentage de stages parentaux entièrement réalisés. Pour les stages interrompus, le moment de l'interruption et les raisons de l'arrêt seront communiqués.

Cette évaluation quantitative a lieu chaque année au mois de février. Cette évaluation est faite sur base du nombre de stages entamés.

La moyenne est calculée pour chaque Communauté. Pour la Communauté flamande, cela implique pour la première évaluation pour l'ensemble des services concernés, 14 X 35 stages parentaux sur base annuelle. Pour la Communauté française, cela implique 13X35 stages parentaux sur base annuelle. Pour la Communauté germanophone, cela implique 1 X 35 stages parentaux sur base annuelle.

Ce calcul est fondé sur la reconnaissance d'au moins un service néerlandophone et d'au moins un service francophone à Bruxelles. La Communauté germanophone peut conclure un accord de coopération avec la Communauté française pour la prise en charge des stages parentaux.

Pour l'année 2009, le financement sera limité à un financement par stage parental offert, à raison de 2286 EUR par stage parental.

Le nombre de stages sera calculé sur base du nombre moyen de stages parentaux réalisés durant les 3 mois de l'année 2007 pendant lesquels le plus grand nombre de stages parentaux ont été entamés.

A partir de janvier 2010, le calcul de la charge de travail aura lieu annuellement en fonction du nombre réel de stages parentaux sur l'ensemble de l'année civile antérieure à l'année précédente.

S'il ressort d'une évaluation que les services mis en places doivent être réorganisés, cet aménagement garantira la qualité du stage parental dans tous les arrondissements. Les Ministres compétents des Communautés se concertent dans ce sens avec le Ministre de la Justice, sans que le coût d'un stage parental puisse excéder le montant de 2286 EUR.

§ 2. Le Ministre de la Justice s'engage :

1° pour l'année 2007, à verser aux Communautés anticipativement l'intégralité du montant convenu dans les deux mois qui suivent l'entrée en vigueur du présent accord de coopération.

2° à partir de 2008, à verser aux Communautés anticipativement chaque année l'intégralité du montant, pour le 1^{er} mars au plus tard.

Une évaluation annuelle, comme expliqué plus haut, des stages parentaux réalisés détermine le financement et fixe le nombre de stages parentaux de l'exercice suivant qui débute au mois de janvier de l'année civile qui suit celle où l'évaluation a lieu.

3° à mettre à la disposition de l'ensemble des parquets 27 criminologues qui auront entre autres pour mission de proposer aux personnes concernées un stage parental qui est organisé par les Communautés ou les services désignés par elles.

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

Art. 7. Le présent accord de coopération est conclu pour une période de trois ans après son entrée en vigueur.

Au terme de cette période, le présent accord est tacitement renouvelé annuellement sauf s'il est dénoncé par l'une des parties dans un délai minimal de neuf mois avant expiration de chaque période en cours, par lettre recommandée aux autres parties. Au cas où l'accord est résilié par une partie ou que l'accord est résilié envers une des parties, il continue à produire ses effets entre les autres parties de l'accord.

Art. 8. Une évaluation du présent accord de coopération par les Parties aura lieu au plus tard deux ans après son entrée en vigueur, et par la suite tous les deux ans. Cette évaluation qualitative bi-annuelle, lors de laquelle le fonctionnement des services concernés est examiné, est faite par un comité d'accompagnement, composé d'un représentant par ministre compétent, qui rendra un avis au Ministre de la Justice, qui prend toute décision utile. Dans ce cadre, le nombre de stages interrompus et les circonstances de cette interruption sont entre autres examinés.

Art. 9. En mars 2009, il sera examiné sur base du premier rapport de fonctionnement, tel que visé à l'article 4, huitième alinéa, quatrième tiret, s'il est opportun d'élargir le stage parental à d'autres problématiques, comme celle de l'absentéisme scolaire, dans des cas où les personnes qui exercent l'autorité parentale manifestent un désintérêt caractérisé à l'égard de l'absentéisme systématique de leur enfant, contribuent ainsi à cette problématique et n'acceptent pas de passer par l'aide acceptée ou n'y collaborent pas.

Art. 10. Les ministres compétents de chaque Partie sont habilités à trancher conjointement les litiges découlant de l'application du présent accord.

Art. 11. Le présent accord de coopération est publié intégralement au *Moniteur belge* dans les trois langues nationales.

Le présent accord de coopération produit ses effets le même jour que les articles 5 et 11 de la loi du 13 juin 2006 modifiant la législation relative à la protection de la jeunesse et à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction, qui insèrent les nouveaux articles 29bis et 45bis dans la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait.

Fait à Bruxelles, le 13 décembre 2006 en 5 exemplaires originaux en français et en néerlandais. Une traduction en allemand du présent accord est réalisée.

Pour l'Etat fédéral :

La Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

Pour la Communauté flamande :

Le Ministre-Président,
Y. LETERME
La Ministre flamande du Bien-être, de la Santé publique et de la Famille,
Mme I. VERVOTTE

Pour la Communauté française :

La Ministre-Présidente,
Mme M. ARENA
La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme C. FONCK

Pour la Communauté germanophone :

Le Ministre-Président,
K.-H. LAMBERTZ
Le Vice-Ministre-Président, Ministre de la Formation et de l'Emploi, des Affaires sociales et du Tourisme,
B. GENTGES

Pour la Commission communautaire commune :

Le Président du Collège réuni de la Commission communautaire commune,
Ch. PICQUE

Le Membre du Collège réuni compétent pour la Politique d'Aide aux Personnes et la Fonction publique,
P. SMET

Le Membre du Collège réuni compétent pour la Politique d'Aide aux Personnes, les Finances,
le Budget et les Relations extérieurs,
Mme E. HUYTEBROECK

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2007 — 3699

[C — 2007/29094]

25 MEI 2007. — Decreet houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 13 december 2006 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende de organisatie en financiering van de ouderstage, zoals vastgelegd in de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Enig artikel. Instemming wordt betuigd met het samenwerkingakkoord van 13 december 2006 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende de organisatie en financiering van de ouderstage, zoals vastgelegd in de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 25 mei 2007.

De Minister-Presidente,

belast met het leerplichtonderwijs en het onderwijs voor sociale promotie,

Mevr. M. ARENA

De Vice-Presidente, Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President, Minister van Begroting en Financiën,

M. DAERDEN

De Minister van Ambtenarenzaken en Sport,

Cl. EERDEKENS

De Minister van Cultuur, de Audiovisuele Sector en Jeugd,

Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,

Mevr. C. FONCK

—
Nota's

(1) *Zitting 2006-2007 :*

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 388-1. — Verslag, nr.388-2.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van dinsdag 22 mei 2007.

—
Bijlage

Samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse gemeenschap, de Duitstalige gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende de organisatie en financiering van de ouderstage, zoals vastgelegd in de wet betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade

Gelet op de artikelen 127, § 1, 2°, 128, § 1, 130, § 1 en 135 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 5, § 1, II, 6°, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988, en artikel 92bis, § 1, ingevoegd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wetten van 16 juli 1993 en 13 juli 2001;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, inzonderheid op artikel 63;

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige gemeenschap, inzonderheid de artikelen 4, § 2 en 55bis, ingevoegd bij de wet van 18 juli 1990 en gewijzigd bij de wet van 5 mei 1993;

Gelet op de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade, inzonderheid de artikelen 29bis en 45bis, zoals ingevoegd in de wetten van 15 mei 2006 en 13 juni 2006;

Gelet op de decreten van de Vlaamse Gemeenschap inzake bijzondere jeugdbijstand, gecoördineerd op 4 april 1990, gewijzigd bij de decreten van 21 december 1990, 19 december 1991, 25 juni 1992, 4 mei 1994, 15 juli 1997 en 7 mei 2004;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, gewijzigd bij de decreten van 16 maart 1998, 6 april 1998, 30 juni 1998, 5 mei 1999, 29 maart 2001, 31 maart 2004, 12 mei 2004 en 19 mei 2004

Gelet op het decreet van de Duitstalige Gemeenschap van 20 maart 1995 inzake hulpverlening aan de jeugd, gewijzigd bij de decreten van 4 maart 1996, 20 mei 1997, 23 oktober 2000, 3 februari 2003 en 1 maart 2004;

Overwegende dat een structurele samenwerking tussen de federale staat en de Gemeenschappen vereist is om de ouderstage te kunnen organiseren;

Tussen :

1. De Federale Staat, vertegenwoordigd door haar Regering in de persoon van Laurette Onkelinx, Minister van Justitie;

2. De Vlaamse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering in de persoon van Yves Leterme, minister-president, in de persoon van Inge Vervotte, Vlaams minister van Welzijn, Volksgezondheid en Gezin en in de persoon van Frank Vandenbroucke, vice-minister-president en Vlaams minister van Werk, Onderwijs en Vorming;

3. De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering in de persoon van Marie Arena, Minister-President en Minister van onderwijs en in de persoon van Catherine Fonck, Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid;

4. De Duitstalige Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering in de persoon van Karl-Heinz Lambertz, Minister-President en in de persoon van Bernd Gentges, Vice-Minister-President, Minister van Vorming en Tewerkstelling, Sociale Zaken en Toerisme;

5. De Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door het Verenigd College in de persoon van Charles Picqué, Voorzitter van het Verenigd College, in de persoon van Pascal Smet, Lid van het Verenigd College bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan Personen en het Openbaar Ambt en in de persoon van Evelyne Huytebroeck, Lid van het Verenigd College bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan Personen, Financiën, Begroting en Buitenlandse Betrekkingen;

is op grond van hun respectieve bevoegdheden overeengekomen wat volgt :

HOOFDSTUK I. — *Inleidende bepaling*

Artikel 1. Dit samenwerkingsakkoord heeft betrekking op de ouderstage zoals bepaald in de artikelen 29bis en 45bis van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade, zoals gewijzigd bij de wetten van 15 mei 2006 en 13 juni 2006.

HOOFDSTUK II. — *Organisatie van de ouderstage*

Art. 2. De ouderstage wordt uitsluitend georganiseerd door de Gemeenschappen of door de diensten die door de Gemeenschappen worden aangewezen. Elke Minister van een Gemeenschap of van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie die bevoegd is voor de jeugdbescherming deelt aan de minister van Justitie mee welke diensten belast zijn met de uitvoering van de ouderstage.

De Gemeenschappen verbinden zich ertoe om de gerechtelijke beslissingen inzake ouderstage uit te voeren, wanneer de taal van de procedure overeenstemt met deze van de betrokken gemeenschap. Niettemin, wanneer de taal van de procedure verschilt van de taal van de ouders, mogen de diensten die afhangen van de Gemeenschap waarvan de referentietaal deze van de ouders is, niet weigeren de ouderstage uit te voeren in deze referentietaal als de enige reden de taal van de procedure is, en dit voor zover de ouder een familiale, sociale, culturele of educatieve band heeft met deze gemeenschap, en dit in het hoger belang van de jongere.

Art. 3. De ouderstage heeft als finaliteit het inzicht van de personen die het ouderlijk gezag uitoefenen over de minderjarige in het delictplegende gedrag van de minderjarige te verhogen, hen via begeleiding te wijzen op hun verplichtingen als verantwoordelijken voor de opvoeding van hun kinderen en hun verantwoordelijkheidsgevoel te stimuleren. De ouderstage dient ingegeven te zijn door een motiverende aanpak die elke stigmatisering tegengaat.

De ouderstage kent een geïndividualiseerde en een collectieve fase. Het nazorgtraject wordt individueel of collectief uitgebouwd.

De dossierbehandeling van de ouderstage omvat gemiddeld 50 uur en hierin is telkens minimaal voorbereiding, contact met de aan de ouderstage onderworpen persoon en rapportering vervat. Het contact met de aan de ouderstage onderworpen persoon omvat minstens 30 uur.

Naast de uitvoering van de ouderstage realiseren de diensten tevens een methodiekontwikkeling en een intervisie.

Elke Minister van een Gemeenschap of van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie die bevoegd is voor de jeugdbescherming maakt het uitgewerkte programma van de ouderstage en elke latere wijziging ervan ter informatie over aan de minister van Justitie. Dit programma verzekert dat alle diensten op een gelijkaardige wijze invulling geven aan de ouderstage. Dit belet evenwel niet dat de Gemeenschappen een eigen methodiek hanteren bij de invulling van de ouderstage. De methodologie uitgewerkt door elke Minister van een Gemeenschap of van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie die bevoegd is voor de jeugdbescherming, wordt ter informatie aan de Minister van Justitie meegedeeld.

De organiserende diensten vervullen meer bepaald de hiernavolgende taken :

— organiseren van de ouderstage.

Minimaal komt hierin als inhoud aan bod :

- pedagogische vaardigheden en probleemoplossing;
- opvoedingsverantwoordelijkheid;
- strafrechtelijke verantwoordelijkheid;
- burgerrechtelijke verantwoordelijkheid.

— de bevoegde gerechtelijke overheden informeren over het opstarten van de ouderstage;

— bij het beëindigen van de ouderstage, opstellen van een verslag ten behoeve van de bevoegde gerechtelijke overheden. Het verslag wordt samen met de ouders besproken. Deze laatste worden ertoe uitgenodigd om hun bedenkingen te formuleren, die bij het verslag worden gevoegd;

— opstellen van een jaarlijks werkingsverslag met een specifiek deel over kwantitatieve en kwalitatieve gegevens inzake de georganiseerde stages. Dit jaarlijks werkingsverslag wordt opgesteld op basis van een typedocument dat wordt opgesteld door de Gemeenschappen en aan de organiserende diensten wordt meegedeeld, met het oog op een uniforme registratie van de criteria van de evaluatie. Dit typedocument laat toe dat de meegedeelde gegevens anoniem blijven.

— opstellen van een attest dat aangeeft dat de ouders deelgenomen hebben aan de stage. Dit attest wordt overhandigd aan de betrokken ouders.

Elke Minister van een Gemeenschap die bevoegd is voor de jeugdbescherming maakt jaarlijks een werkingsverslag betreffende de diensten die de ouderstage organiseren over aan de Minister van Justitie. Dit werkingsverslag bevat een deel dat specifiek gewijd wordt aan kwantitatieve en kwalitatieve gegevens inzake de georganiseerde stages.

Art. 4. De ouderstage kan aan de ouders voorgesteld worden door de procureur des Konings. Deze kan de criminoloog op het parket belasten met de toeleiding van de ouders naar de dienst belast met het uitvoeren van de ouderstage.

Voornoemd eindverslag over de ouderstage wordt, ingeval de ouders op voorstel van de procureur des Konings een ouderstage hebben gevolgd, overgemaakt aan het parket.

In het eindverslag worden in dat geval volgende punten behandeld :

- de data en uren van de gemaakte afspraken;
- de afwezigheden die niet betrekking hebben op overmacht;
- de stopzetting van de ouderstage door de betrokken personen;
- elke andere informatie voor zover alle betrokken personen daarmee akkoord gaan.

Art. 5. De ouderstage kan aan de ouders worden opgelegd door de jeugdrechtbank. In dat geval worden de sociale diensten bij de jeugdrechtbank hierover ingelicht.

Een eindverslag wordt overgemaakt aan de jeugdrechtbank.

In het eindverslag worden in dat geval volgende punten behandeld :

- data en uren van de gemaakte afspraken;
- de niet-gerechvaardigde afwezigheden;
- de stopzetting van de ouderstage door de betrokken personen;
- elke andere informatie voor zover alle betrokken personen daarmee akkoord gaan.

HOOFDSTUK III. — *Financiering van de ouderstage*

Art. 6. § 1. De Minister van Justitie verbindt zich ertoe de uitvoering van de ouderstage volledig te financieren.

Deze financiering wordt, voor de periode vanaf het opstarten van de diensten die de ouderstage organiseren tot en met 31 december 2008, berekend op basis van de subsidiëring van een dienst die bestaat uit een VTE bachelor en een 0,5 VTE master voor 35 dossiers op jaarbasis (80.000 euro /jaar).

Voor deze periode komt de subsidie op maandbasis overeen met de volgende bedragen :

Vlaamse Gemeenschap : $(80.000 \times 14) \times 1/12$;

Franse Gemeenschap : $(80.000 \times 13) \times 1/12$;

Duitstalige Gemeenschap : $80.000 \times 1/12$.

De in dit samenwerkingsakkoord vermelde bedragen worden jaarlijks geïndexeerd op 1 januari op basis van de evolutie van de gezondheidsindex van het voorbije jaar volgens de volgende formule :

$(\text{basisbedrag} \times \text{nieuwe index}) / \text{basisindex}$

De basisindex is deze die van kracht is in december 2006.

De nieuwe index is deze die telkens per 1 januari van de volgende jaren van kracht zal zijn.

Elke gemeenschap beschikt over de vrije verdeling van haar diensten over de arrondissementen, op voorwaarde dat deze verdeling een efficiënt en gelijkwaardig aanbod en een voldoende territoriale nabijheid bij de burger waarborgt.

Voor Brussel worden minstens een Nederlandstalige en een Franstalige dienst voorzien.

De Gemeenschappen moeten verplichtend en uiterlijk op 1 februari 2008 aan de Minister van Justitie een evaluatie bezorgen over het aantal ouderstages die tijdens het jaar 2007 werden voorgesteld, evenals het percentage volledig gerealiseerde ouderstages. Voor de stages die werden onderbroken zullen het moment van de onderbreking en de reden voor het stopzetten worden meegedeeld.

Deze kwantitatieve evaluatie gebeurt elk jaar tijdens de maand februari. Deze evaluatie gebeurt op basis van het aantal begonnen stages.

Het gemiddelde wordt berekend voor elke Gemeenschap. Voor de Vlaamse Gemeenschap betekent zulks voor de eerste evaluatie voor alle betrokken diensten 14×35 ouderstages op jaarbasis. Voor de Franse Gemeenschap betekent zulks 13×35 ouderstages op jaarbasis. Voor de Duitstalige Gemeenschap betekent zulks 1×35 ouderstages op jaarbasis.

Deze berekening gaat uit van de erkenning van minstens één Nederlandstalige en minstens één Franstalige dienst in Brussel. De Duitstalige Gemeenschap kan een samenwerkingsakkoord sluiten met de Franse Gemeenschap voor de tenlasteneming van ouderstages.

Voor het jaar 2009 zal de financiering beperkt zijn tot een financiering per aangeboden ouderstage, ten belope van 2.286 euro per ouderstage.

Het aantal stages wordt berekend op basis van het gemiddeld aantal ouderstages dat wordt gerealiseerd gedurende de drie maanden van 2007 waarin het grootste aantal ouderstages werd opgestart.

Vanaf januari 2010 wordt de werklast jaarlijks berekend naar gelang van het reële aantal ouderstages over het hele kalenderjaar dat het vorige kalenderjaar voorafgaat.

Indien uit een evaluatie blijkt dat de ingevoerde diensten moeten worden gereorganiseerd, zal deze aanpassing de kwaliteit van de ouderstage in alle arrondissementen waarborgen. De bevoegde ministers van de Gemeenschappen overleggen hierover met de Minister van Justitie, zonder dat de kosten van een ouderstage 2.286 euro te boven mogen gaan.

§ 2. De Minister van Justitie verbindt zich ertoe :

1° voor het jaar 2007, het volledige overeengekomen bedrag vooraf te betalen aan de Gemeenschappen binnen de twee maanden volgend op de inwerkingtreding van dit samenwerkingsakkoord.

2° elk jaar vanaf 2008 tegen uiterlijk 1 maart het volledige bedrag voorafbetalen aan de Gemeenschappen. Een jaarlijkse evaluatie, zoals hoger uiteengezet, van de gerealiseerde ouderstages bepaalt de financiering en legt het aantal ouderstages vast van het volgende werkjaar dat van start gaat in de maand januari van het burgerlijk jaar volgend op dat waarin de evaluatie plaatsvindt.

3° aan alle parketten 27 criminologen ter beschikking te stellen die onder andere ermee zijn belast de betrokken personen een ouderstage voor te stellen die wordt georganiseerd door de gemeenschappen of door de diensten die door de gemeenschappen worden aangewezen.

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

Art. 7. Dit samenwerkingsakkoord wordt gesloten voor een termijn van drie jaar na de inwerkingtreding ervan.

Na verloop van die termijn, wordt dit samenwerkingsakkoord jaarlijks stilzwijgend verlengd indien het niet schriftelijk bij aangetekend schrijven aan de andere partijen wordt opgezegd uiterlijk negen maanden voor het eind van elke lopende periode. Ingeval het akkoord opgezegd wordt door een partij of ingeval het akkoord opgezegd wordt ten opzichte van één van de partijen, blijft het zijn gevolgen hebben tussen de andere partijen bij het akkoord.

Art. 8. Een evaluatie door de partijen van dit samenwerkingsakkoord zal plaatsvinden uiterlijk twee jaar na de inwerkingtreding ervan, en nadien telkens om de twee jaar.

Deze kwalitatieve tweejaarlijkse evaluatie, waarbij de werking van de betrokken diensten wordt onderzocht, gebeurt door een begeleidingscomité, samengesteld uit een vertegenwoordiger per bevoegde minister, dat advies zal verstrekken aan de Minister van Justitie die elke nuttige beslissing neemt. In dit kader zullen onder meer het aantal onderbroken stages en de omstandigheden van deze onderbreking worden onderzocht.

Art. 9. In maart 2009 zal op basis van het eerste werkingsverslag, zoals bedoeld in artikel 4, achtste lid, vierde gedachtestreepje, onderzocht worden of het opportuun is de ouderstage uit te breiden tot andere probleemstellingen, zoals het schoolverzuim, voor die gevallen waarbij het duidelijk is dat de personen die het ouderlijk gezag uitoefenen absoluut geen interesse hebben voor het feit dat hun kind systematisch afwezig is op school, dat ze op deze wijze bijdragen aan deze problematiek, en dat ze geen vrijwillige hulp willen aanvaarden of er niet aan meewerken.

Art. 10. De bevoegde Ministers van elke partij zijn gerechtigd om samen de betwistingen te beslechten die uit de toepassing van dit akkoord voortvloeien.

Art. 11. Dit samenwerkingsakkoord wordt volledig in de drie nationale talen in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Dit samenwerkingsakkoord wordt van kracht op dezelfde dag als de artikelen 5 en 11 van de wet van 13 juni 2006 tot wijziging van de wetgeving betreffende de jeugdbescherming en het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd, die de nieuwe artikelen 29bis en 45bis invoegen in de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade.

Gedaan te Brussel op 13 december 2006 in 5 originele exemplaren in de Nederlandse en de Franse taal.

Er wordt een vertaling naar het Duits van dit akkoord opgesteld.

Voor de Federale Staat :

De Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

Voor de Vlaamse Gemeenschap :

De minister-president,
Y. LETERME

De Vlaamse minister van Welzijn, Volksgezondheid en Gezin,
Mevr. I. VERVOTTE

De Vlaamse minister van Werk, Onderwijs en Vorming,
F. VANDENBROUCKE

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President, Minister van Onderwijs en Sociale Promotie,
Mevr. M. ARENA

De Minister van Kinderwelzijn,
Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

Voor de Duitstalige Gemeenschap :

De Minister-President,
K.-H. LAMBERTZ

De Vice-Minister-President,
Minister van Vorming en Tewerkstelling, Sociale Zaken en Toerisme,
B. GENTGES

Voor de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie :

De Voorzitter van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie,
Ch. PICQUE

Het Lid van het Verenigd College dat bevoegd is voor het Beleid inzake Bijstand aan Personen
en het Openbaar Ambt,
P. SMET

Het Lid van het Verenigd College dat bevoegd is voor het Beleid inzake Bijstand aan Personen,
Financiën, Begroting en Buitenlandse Betrekkingen,
Mevr. E. HUYTEBROECK